

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-annule-totalement-sa-dette-avec-le-FMI>

Geste clef dans le "plan de désendettement"

L'Argentine annule totalement "sa dette" avec le FMI.

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : vendredi 16 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président Kirchner a annoncé l'annulation totale de la dette avec le Fonds Monétaire dans un seul paiement de 9810 millions de dollars, pour avant la fin de l'année. Les devises sortiront des réserves de la Banque Centrale Argentine. Sur l'économie, cela ne changera pas grande chose, mais la décision a un fort caractère politique. Coordination avec le Brésil et le Venezuela. À Washington, heureux.



Contre toutes attentes, le président Nestor Kirchner a annoncé l'annulation totale de la dette avec le Fonds Monétaire dans un seul paiement de 9.810 millions de dollars, qui se concrétiser avant la fin d'année. Les devises sortiront des réserves de la Banque Centrale, qui encore après un tel versement atteindront presque 18.000 millions de dollars, suffisamment pour garantir la totalité des pesos circulants dans l'économie argentine à une parité de 3 pour 1. Avec cette mesure, le Gouvernement économisera 842 millions de dollars des intérêts.

Mais, au-delà de l'impact économique, c'est un fort signal politique, après l'excellent retentissement qu'a eu la même annonce faite il y a deux jours par l'administration Lula au Brésil. La décision a été présentée par Kirchner comme une partie du "plan de désendettement" et, dans la version officielle, permettra de fermer la porte "aux interférences constantes et aux exigences" des bureaucrates du FMI en matière de politique intérieure. Toutefois, rien n'empêche que le G7 (Groupe des Sept pays plus industrialisés, conduit par les Etats-Unis), véritable propriétaire du Fonds, continue à faire pression à l'avenir sur des questions comme l'augmentation de tarifs des privatisées ou les intérêts des épargnants qui sont restés hors de l'échange de la dette.

De même que le Fonds Monétaire a fêté l'annonce du Brésil pour l'annulation de la totalité de sa dette avec l'organisme (15.500 millions de dollars), son directeur, Rodrigo Rato, a hier soir salué la détermination du gouvernement argentin. Le secrétaire du Trésor, John Snow, a fait aussi l'éloge aussi de cette mesure et a assuré qu'elle est "une preuve de bonne foi". Une telle réaction est compréhensible.

Depuis que les républicains sont retournés à la Maison Blanche, l'administration Bush a adopté la politique de ne plus recapitaliser (avec "l'argent des plombiers et des charpentiers américains") les organismes multilatéraux de crédit et c'est pourquoi il n'y a rien que Washington voit mieux que récupérer les prêts accordés par le fonds pendant les crises de la fin des années quatre-vingt-dix. Après les annonces de cette semaine du Brésil et de l'Argentine, il reste maintenant seulement la Turquie comme grande endettée de l'organisme.

Plus encore, pas satisfaits des versements de 6.884 millions de dollars faits par le gouvernement de Kirchner depuis le début de 2003, en juillet dernier, le FMI lui-même, dans un document officiel, "a recommandé l'utilisation des réserves pour racheter la dette" et d'accélérer les paiements, comme l'a rappelé le directeur de la Banque Centrale Martín Redrado. Les échéances avec le Fonds en 2006 s'élevaient à 5.082 millions de dollars ; en 2007, à 5.082 millions ; et en 2008 à 435 millions.

Ce qu'a annoncé Kirchner fut que toutes les échéances seront annulées en un seul versement de 9810 millions, avant la fin de l'année. L'opération entraîne une économie d'intérêts de 842 millions de dollars, somme qui résulte de la différence entre les intérêts qu'il n'y a plus à payer au FMI (à un taux de 6 % annuel) et les intérêts que cessera

L'Argentine annule totalement "sa dette" avec le FMI.

de percevoir la Banque Centrale pour les réserves déposées (à 3 % annuel) à la Banque de Bâle.

Pour prendre la décision, Kirchner a dû avant se libérer de Robert Lavagna, celui qui, bien qu'il ait diffusé hier un communiqué applaudissant la mesure, a toujours cru que la meilleure chose était de chercher un refinancement de la dette avec le Fonds, en la repoussant en avant. L'ex ministre pensait qu'il était mieux "de payer à mesure" l'organisme, en considérant que l'Argentine devra refinancer à partir de 2006 une partie croissante de sa dette avec les créanciers privés et que personne ne possède de boule de cristal pour pronostiquer ce qu'il se produira dans les prochaines années sur la scène financière internationale.

Toutefois, Felisa Miceli a précisé clairement hier qu'il n'y aura aucun problème de financement, au moins, en 2006. L'année prochaine, l'Argentine a besoin des fonds pour couvrir des échéances de dette (entre la Banque Mondiale, BID et créanciers privés) pour quelque 5.000 millions de dollars. Selon le ministre, l'annulation de la dette avec le FMI permettra "d'économiser" les versements à l'organisme pour quelque 2000 millions de dollars prévus dans le Budget 2006, qui iront élargir le Fonds Anticyclique. À son tour, sont déjà garantis 3.000 autres millions de dollars apportés par les titres publics achetés, fondamentalement, par le gouvernement du Venezuela.

Quelques fonctionnaires disent que Lula s'est dépêché, pressé par le besoin politique, avec son annonce, en obligeant à Kirchner à avancer ses temps. Mais encore ainsi un des points forts du "plan de désendettement" a été la coordination tant avec le Brésil comme avec Chavez. "Celui-là a été un pas longuement conversé avec les présidents du Mercosur, et spécialement avec le président Lula da Silva, ainsi qu'avec la République Bolivarienne du Venezuela", a dit Kirchner.

En soit, l'annulation de la dette avec le FMI ne changera pas essentiellement la scène économique des derniers temps. Le dollar continuera à rôder autour de 3 pesos et les politiques d'excédent fiscal élevé et d'accumulation de réserves pour la Banque Centrale, dont les achats contribuent en même temps à soutenir le dollar haut, seront toujours là. Le dilemme de comment contenir l'inflation, pour le moment, reste d'actualité.

L'impact de la décision est plus que tout politique. Dans l'entourage du Président on s'enthousiasme avec les "degrés de liberté" que gagne la politique argentine face à Washington et certains parlent, avec ironie, du plan "couper les chaînes". Et même rêvent de donner la dernière baffe à la bureaucratie du FMI, en copiant l'attitude de Lula qui à Buenos Aires est passée inaperçue. Le président brésilien a annoncé que le bureau permanent que maintenait jusqu'à présent le FMI à Brasilia sera fermé.

Le FMI veut aider tout de même



"Nous sommes encore disposés à prêter de l'assistance aux autorités argentines de toute manière pour les aider à faire face à ses défis", a offert le directeur du Fond Monétaire, Rodrigo Rato, qui ignore les critiques sévères formulées par Nestor Kirchner à l'organisme. Le fonctionnaire a fait une déclaration rapide dans laquelle il a dit que "je salue le paiement par l'Argentine de ses obligations en suspens avec le FMI".

L'Argentine annule totalement "sa dette" avec le FMI.

Rato est resté dans un langage diplomatique, mais a fait une différence subtile dans son commentaire par rapport à celui fait à l'annonce du paiement de la dette du Brésil. "La décision a été prise par le Gouvernement conformément à ses droits, comme tout membre normal du FMI, et reflète sa confiance en ce que sa position externe est suffisamment forte pour garantir un paiement anticipé", a indiqué. Mardi en huit, par contre, il avait été emphatique en assurant que le Brésil se trouve dans une position de force, ce qui n'a pas dit pour l'Argentine.

[Página 12](#) Buenos Aires, 15 décembre 2005

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi